

Construction des infrastructures pétrolières du Dépôt Essences Mixte (DEM) GILLOT.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION Phase Candidature

Numéro de consultation : DAF_2026_000465

Procédure de passation : Procédure avec négociation selon les règles applicables aux marchés de défense ou de sécurité (MDS).

PHASE CANDIDATURE – la procédure est une procédure négociée telle qu'indiquée ci-dessus. Par ailleurs, pour la présente phase, seuls les éléments de la candidature sont requis dans un premier temps.

TABLE DES MATIÈRES

1.	PRÉAMBULE.....	4
2.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
3.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
4.	DESCRIPTION TECHNIQUE DES TRAVAUX.....	4
5.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
5.1.	Procédure de passation.....	5
5.2.	Allotissement.....	6
5.3.	Tranches	6
5.4.	Durée du marché.....	6
5.5.	Lieu d'exécution.....	6
5.6.	Variantes	6
5.7.	Considérations sociales.....	6
5.8.	Considérations environnementales.....	7
5.9.	Traitement de données à caractère personnel.....	7
6.	INFORMATION AUX CANDIDATS	8
6.1.	Contenu des documents de la consultation	8
6.2.	Modalités de retrait et de consultation des documents	8
6.3.	Demandes de renseignements complémentaires et questions	8
6.4.	Modification des documents de la consultation.....	8
7.	CANDIDATURE	9
7.1.	Présentation de la candidature	9
7.1.1.	Conditions de participation	9
7.1.2.	Forme de la candidature.....	9
7.2.	Examen des candidatures	11
7.2.1.	Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières	11
7.2.2.	Vérification des motifs d'exclusion	12
7.2.3.	Limitation du nombre de candidats autorisés à soumissionner	13
8.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA PHASE OFFRE	13
8.1.	Examen des offres.....	13
8.2.	Négociation	14
8.3.	Exclusion de la procédure	15
8.4.	Dispositif e-Attestations	15
8.5.	Mise au point éventuelle	15
8.6.	Critères d'attribution.....	15
8.7.	Modalités relatives aux prix du marché.....	15
8.7.1.	Conditions de prix et TVA.....	15
8.7.2.	Avance et taux de l'avance.....	16
	Taux de l'avance	16
8.8.	Clause de réexamen	17
9.	MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS.....	17

9.1.	Date et heure de réception des candidatures	17
9.2.	Conditions de transmission des plis.....	17
9.2.1.	Dépôt électronique	17
9.2.2.	Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE	17
9.3.	Mode secours de transmission des plis	20
9.4.	Signature du marché public	20
9.5.	Modalités de signature électronique	20
10.	LANGUE	21
11.	CLAUDE DE CONFIDENTIALITÉ	21
12.	CONTENTIEUX	21
12.1.	Voies et délais de recours.....	21
12.2.	Tribunal administratif compétent	21
12.3.	Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.....	21
13.	ANNEXES.....	22

1. PRÉAMBULE

Le Service de l'énergie opérationnelle (SEO) exploite des établissements et dépôts pétroliers, situés en France métropolitaine, en Corse et en outre-mer.

Le Dépôt Essences Mixte (DEM) de GILLOT sera situé sur la base aérienne 181 dont l'emprise est positionnée sur la partie Ouest de l'aéroport de Saint Denis à Gillot ; bordée au Nord par la piste de l'aéroport, à l'Est par le dépôt carburants d'avitaillement de la société AVIFUEL et des logements cadres de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), au Sud par un haras et à l'Ouest par la rivière des pluies (ravine).

Ce DEM a pour mission de garantir la résilience de la force de souveraineté des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) et d'apporter le soutien pétrolier au profit des unités de la Réunion et Mayotte.

Afin de pouvoir répondre aux directives de l'Etat-Major des Armées (EMA) en matière de constitution des stocks objectifs de produits pétroliers des FAZSOI, il est demandé la construction d'un nouveau dépôt d'infrastructure pétrolière d'un volume de stockage d'au moins 700m³ en mobilisant les réserves foncières de la base aérienne (BA) 181.

2. POUVOIR ADJUDICATEUR

Au titre de la présente procédure, l'acheteur est également le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), et représentant du maître de l'ouvrage (RMO) :

Ministère des Armées

Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS n°60016 – 54035 Nancy Cedex.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : (+33) 03.83.19.33.85

Adresse Internet du profil acheteur dédié, Plateforme des achats de l'État (PLACE), espace entreprises : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Adresses électroniques : valentin.matondo-mouadi@intradef.gouv.fr

csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

3. OBJET DE LA CONSULTATION

Construction des infrastructures pétrolières du Dépôt Essences Mixte (DEM) de GILLOT.

La description précise des travaux et leurs spécifications techniques seront indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) constitutif du dossier de consultation (DC) qui sera mis à disposition lors de la phase dite « de remise des offres ».

Le marché est un marché de travaux.

Code GM de la consultation : 36.03.03 – Travaux de construction d'ouvrage d'art

Code CPV de la consultation : 45000000-7 – Travaux de construction

4. DESCRIPTION TECHNIQUE DES TRAVAUX

Le DEM GILLOT sera implanté sur la Base Aérienne 181 de GILLOT.

L'objet de cet appel d'offres restreint est la construction des infrastructures pétrolières du DEM GILLOT.

L'opération consiste à mettre en place principalement :

- neuf (9) réservoirs de F-35 à axe horizontal de 100 m³ ;
- un réservoir compartimenté de reprise/rebut/purge de 25 m³ ;
- une aire protégée pour accueillir quatre (4) conteneurs de 20 pieds (F-44) ;

- une pomperie permettant l'exploitation des hydrocarbures stockés, le chargement et le déchargement de camions.

L'instruction du permis de construire sera à la charge du titulaire.

Seront également construits :

- une installation de chargement et déchargement;
- une aire protégée comprenant quatre (4) emplacements de parking pour camions citernes pleins ;
- un bâtiment administratif pour onze (11) personnes ;
- un parking véhicules légers (VL) de 4 places ;
- un atelier de maintenance ;
- un parking pour camions citernes vides à deux emplacements ;
- une aire de lavage avec système de recyclage des eaux ;
- un bâtiment de stockage d'ingrédients, produits divers et emballages (IPDE) et de matériels de campagne ;
- ainsi qu'une capacité de confinement de 120 m³.

Le dimensionnement des ouvrages de traitement des eaux pluviales sera validé par le biais d'une étude à charge du titulaire.

Focus sur les besoins en terme de génie civil :

- construction d'une voie de circulation pour véhicules lourds au sein du dépôt ;
- construction des réseaux d'eau (AEP – Adduction eau potable, EU – Eaux usées, EP – Eaux pluviales) et raccordement aux réseaux de la base aérienne ;
- construction d'ouvrages de traitement des eaux pluviales type noue, fossé d'infiltration, puisard d'aspiration et mise en place d'une capacité de collecte d'eaux de pluies pouvant alimenter l'aire de lavage décrite ci-dessous ;
- construction d'une aire de lavage avec système de traitement des eaux associé ;
- construction d'un local électrique et mise en place éventuelle d'un groupe électrogène dans un local attenant, cf. option à l'art. 5.3 ci-après ;
- raccordement au réseau électrique local et création du réseau basse tension (BT) au sein de la future emprise ;
- construction d'un bâtiment administratif de plain-pied pouvant accueillir onze (11) personnes ;
- construction d'un bâtiment de stockage IPDE et de matériels de campagne;
- démontage, transfert, remontage et agrandissement de l'atelier existant ;
- mise en place et remplissage d'une réserve à incendie souple ;
- remplacement de la clôture existante et mise en place de clôtures autour des ouvrages de stockage des eaux ;
- installation de deux portails dont un motorisé ;
- construction de locaux techniques.

5. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

5.1. Procédure de passation

Le présent marché est passé suivant une procédure avec négociation et selon les dispositions prévues pour les marchés de défense ou de sécurité (MDS) en application des articles [R.2324-3](#) du Code de la commande publique (CCP régie par les articles [R.23261-8](#) à [R.2361-12](#) du même Code.

Cette procédure se déroule en deux phases :

- 1^o phase « candidature » : seuls les éléments des dossiers de candidature, demandés dans ce règlement de la consultation, seront analysés et permettront une sélection des candidats pour la phase offre ;
- 2^o phase « offre » : le pouvoir adjudicateur enverra une lettre de consultation adressée aux seuls candidats retenus qui pourront alors soumettre leur offre, après avoir consulté les éléments du règlement de la consultation de la phase offre.

Ainsi, lors de la phase de candidature, les documents de consultation transmis via le profil d'acheteur PLACE sont limités (cf. art 6.1 ci-après). Les documents de la phase offre seront accessibles ultérieurement aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature.

Par ailleurs, l'acheteur décide d'utiliser une procédure d'acquisition National Competitive Bidding plus (NCB+) pour la présente consultation. Ainsi, en application des articles [R2342-7](#) et [R2342-8](#) du code de la commande publique, la procédure de passation est ouverte aux opérateurs économiques des pays membres de l'Union européenne (UE), de l'Espace économique européen ou de l'OTAN.

Les opérateurs non ressortissants des pays de l'UE, de l'Espace économique européen ou de l'OTAN sont exclus de la présente consultation.

5.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

Le régime juridique du marché étant celui dévolu aux marchés de défense ou de sécurité (MDS), selon les dispositions de l'art. [L.2313-5](#) du code de la commande publique, l'allotissement n'est pas obligatoire.

En outre, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile leur exécution avec plusieurs corps de métiers imbriqués sur la plupart des ouvrages.

De même, la complexité des installations pétrolières et la nature même des travaux rendent l'organisation du dépôt, le pilotage et la coordination plus complexes compte tenu de la maîtrise d'œuvre centralisée au CSTA à Nancy, en France métropolitaine.

5.3. Tranches

Le marché comporte des tranches :

- une tranche ferme ;
- trois tranches optionnelles.

Les tranches optionnelles concernent :

- la mise en place et le raccordement d'une fosse d'entretien au sein de l'atelier ;
- la mise en place et le raccordement d'un pont élévateur pour véhicules lourds au sein de l'atelier ;
- la fourniture et le raccordement d'un groupe électrogène fixe au droit du local (tableau Général Basse Tension (TGBT)).

5.4. Durée du marché

Le marché public est conclu pour une durée de dix-huit (18) mois, incluant une période de préparation de deux (2) mois.

La durée du marché court à compter de la notification de l'ordre de service de la période de préparation.

Le marché ne fera pas l'objet d'une reconduction.

5.5. Lieu d'exécution

Dépôt Essences Mixte (DEM) GILLOT
Base Aérienne 181
1, rue Guynemer
97438 SAINT-MARIE

5.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées au stade de la candidature.

Leur autorisation sera éventuellement précisée lors de la phase offres.

5.7. Considérations sociales

En application des dispositions des articles [L.2312-1](#), renvoyant aux articles [L.2112-2](#) et [L.2112-3](#) issus du code de la commande publique, **le présent marché comporte une clause sociale visant à lutter**

contre le chômage et à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'insertion.

Le titulaire du marché s'engage à réaliser cette action d'insertion selon les modalités décrites dans le CCAP qui sera fourni aux candidats retenus lors de la phase offre. Cette démarche d'insertion est exigée. Les informations seront précisées au stade de l'offre.

Cette clause est applicable pour la totalité du marché.

Un volume minimum de **2 000 heures** d'un dispositif d'insertion est à réaliser au titre du marché.

5.8. Considérations environnementales

Lors de la phase offre, au sein du critère technique de notation des offres, sera prévue comme condition d'exécution du marché, une clause environnementale et développement durable à travers la réalisation d'un plan de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets conforme aux indications qui seront à fournir dans le mémoire technique, en complément des attendus suivants du CCTP :

- l'adaptation à la topographie et la limitation des murs de soutènement ;
- le maintien d'espaces de pleine terre ;
- la recherche d'un équilibre des déblais/remblais ;
- la réutilisation des matériaux du site (terres, enrochements) ;
- le réemploi des eaux pluviales (EP) avec l'adduction de la capacité de collecte des EP à l'aire de lavage;
- l'installation d'un système solaire thermique collectif type CESI au sein du bâtiment administratif ;
- la végétalisation du site privilégiant la flore endémique.

5.9. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'article 13 du [règlement \(UE\) 2016/679](#) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'action et des comptes publics
59, boulevard Vincent Auriol
75 703 Paris Cedex 13
Représentée par le Directeur des achats de l'État

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'État,
Représentée par le Directeur des achats de l'État

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de [l'article 6.1 du RGPD](#).

Finalité du ou des traitements : le traitement concerne le suivi de la présente procédure de passation, l'attribution de l'accord-cadre public et les obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des [articles 15 à 21 du RGPD](#), les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

6. INFORMATION AUX CANDIDATS

6.1. Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

1	Avis d'appel public à concurrence
2	Règlement de la consultation – phase candidature
3	Formulaire DC 1
4	Formulaire DC 2
5	Accord de confidentialité
6	Formulaire de point de contact

6.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

La référence du DCE sur la PLACE est : **DAF_2026_000465**

Lors du retrait, les candidats veilleront à s'identifier et à renseigner leur adresse courriel afin d'être avertis des mises à jour du dossier.

6.3. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la PLACE.

En cas de demandes de renseignements complémentaires, le délai de réception des candidatures pourra être prolongé dans les conditions définies par l'article [R.2351-4](#) du Code de la commande publique.

Pour l'application de la disposition précitée, est considérée comme une demande réalisée en temps utile, toute question transmise, au pouvoir adjudicateur, au moins huit (8) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures. Passé ce délai, la date limite de réception des candidatures pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

6.4. Modification des documents de la consultation

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est prolongé dans les conditions fixées par l'article [R 2351-4](#) du Code de la commande publique. Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

7. CANDIDATURE

7.1. Présentation de la candidature

7.1.1. Conditions de participation

En application des dispositions de l'article [L.2342-1](#) du Code de la commande publique, les candidats devront disposer des moyens techniques, humains et financiers suffisants au regard de l'importance des travaux à réaliser. Ces moyens minimaux sont indiqués ci-dessous.

Appréciation des capacités économique et financière :	Les capacités économique et financière sont appréciées au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices. L'acheteur impose aux candidats un niveau minimum de capacité financière. En application de l'article R.2342-2 qui renvoie aux dispositions des articles R.2142-2 à R.2142-4, et de l'article R.2142-7 du CCP, le chiffre d'affaires annuel minimal exigé est égal à 10 500 000 Euros HT. En cas de groupement, l'atteinte du niveau minimal est appréciée au regard de la somme des chiffres d'affaires des cotraitants. A noter, le montant estimé du marché est de 7 000 000 Euros HT.
Appréciation des garanties professionnelles :	Les garanties professionnelles sont appréciées au vu des références pour des prestations similaires dans le domaine d'application du présent marché, réalisées au cours des cinq dernières années.
Appréciation des garanties techniques :	Les garanties techniques seront appréciées au vu de l'expérience, des compétences (qualifications) et des moyens du candidat. Les qualifications minimales requises sont : - certificat de qualification de soudeur: EN ISO 9606-1 ou équivalent ; - procès-verbal relatif aux modes opératoires de soudage décrits dans les normes suivantes : EN ISO 15607, EN 15609, EN ISO 15614-1 ou équivalentes ; - QUALIBAT pour l'entreprise en charge de la construction des différents bâtiments.

NOTA : Les candidats nouveaux qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés fourniront les éléments dont ils disposent depuis leur création.

7.1.2. Forme de la candidature

7.1.2.1. Formulaires DC1 et DC2 ¹- DUME

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- préférentiellement sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique) :

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME :

- la partie IV-A : « indication globale pour tous les critères de sélection » ;

¹ Formulaires disponible à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- la partie IV-B 1b) : « chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices » ;
- la partie IV-B 3b) : « chiffre d'affaires annuel moyen dans le domaine d'activité couvert par le marché pour les trois derniers exercices » ;
- la partie IV-B 7b) : « assurance contre les risques professionnels » ;
- la partie IV-C 1b) : « les prestations principales de même nature réalisées sur les cinq (5) dernières années » ;
- la partie IV-C8) : « les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les trois (3) dernières années ».

Seul le DUME au format XML a valeur probante.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Candidature avec les formulaires DC1 et DC2 :

Les candidats renseignent et transmettent les renseignements suivants :

- la lettre de candidature ou formulaire DC1, transmis en annexe au présent RC ou équivalent, dûment rempli et daté ;
- la déclaration du candidat ou formulaire DC2, transmis en annexe au présent RC ou équivalent, dûment rempli et daté.

7.1.2.2. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La forme du groupement n'est pas imposée, toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique) en cas de groupement d'opérateurs économiques :

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Autre forme de candidature

En cas de candidature avec les formulaires DC1 et DC2, ces documents sont transmis au pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

- un formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- un formulaire DC2 sera rempli par chaque membre du groupement.

7.1.2.3. Précisions concernant les sous-contractants

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-contractants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-contractants un DUME électronique distinct par le sous-contractant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance, document disponible à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment rempli par le sous-contractant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur des sous-contractants pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-contracter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-contractants et remet un imprimé DC4 dûment rempli par le candidat et le sous-contractant si ce dernier est connu.

Autre forme de candidature

La présentation d'un sous-contractant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 dûment rempli par le sous-contractant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-contractant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-contractant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

7.2. Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Seuls les candidats sélectionnés par l'acheteur sont autorisés à soumissionner et recevront d'une lettre de consultation afin de présenter une offre. Toutefois, selon les éléments justificatifs manquants, le RPA se réserve la possibilité de consulter un candidat dont la candidature doit être complétée. Dans ce cas, le candidat doit communiquer les compléments attendus pour la date fixée dans l'invitation à soumissionner.

7.2.1. Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultations pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les documents à transmettre à l'appui de la candidature permettant l'analyse des capacités professionnelles, techniques et financières :

- un DUME validé au format xml
ou
- une lettre de candidature ou le formulaire DC1 ;
et
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé au cours des trois (3) derniers exercices (formulaire DC2) ;
- **l'accord de confidentialité ;**
- **le formulaire de point de contact pour l'organisation des visites, complété pour chaque personnel du candidat envisagé pour la réalisation de la visite obligatoire du site (nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité), la visite sera réalisée lors de la phase offre ;**
- en cas de sous-contractance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-contractant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-contractant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ; et si elle ne figure pas au sein du DC4,

une déclaration sur l'honneur du sous- contractant indiquant qu'il ne se trouve pas dans une situation l'interdisant de soumissionner ;

- **le certificat de qualification de soudeur conformément à l'EN 9606-1 ou équivalent ;**
- **le procès-verbal relatif aux modes opératoires de soudage décrits dans les normes suivantes : EN ISO 15607, EN 15609, EN ISO 15614-1 ou équivalentes ;**
- la présentation d'une liste des principaux travaux effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les travaux sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les travaux présentés doivent correspondre au domaine du marché. Les éléments de preuve relatifs à des travaux pertinents fournis il y a plus de cinq ans seront pris en compte ;
- **retour d'expérience et référence dans le domaine (indispensables pour les génies civilistes qui interviendront) ;**
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les travaux, pour chacune des trois dernières années ;
- un organigramme de l'organisation du groupement ou du candidat unique ;
- un organigramme par cotraitant en cas de groupement ;
- une présentation des niveaux de qualification du candidat unique ou de chaque cotraitant et sous-traitants éventuels ;
- la description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation des travaux ;
- la description des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité des travaux objet du marché qui seront exécutés, et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- pour une présentation de la candidature en groupement, la convention de groupement. La convention de groupement signée ne sera exigée qu'au stade de l'offre.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité technique, professionnelle, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

7.2.2. Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de l'article [R.2344-2](#) du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie, au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner.

7.2.2.1. Candidat établi ou domicilié en France

Les documents suivants sont requis :

- si l'opérateur économique est en redressement judiciaire, la photocopie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- les attestations sociales et fiscales :
 - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF et datée de moins de six (6) mois²;
 - une attestation de régularité fiscale dont la date d'établissement ne pourra être antérieure à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur en a demandé sa production³.
- le numéro unique d'identification du candidat prévu mentionné à l'article R.2143-9 ;

La transmission de ce numéro s'accompagne également des documents relatifs au pouvoir des personnes habilitées à engager la personne morale, et le cas échéant la délégation de pouvoir.

Ces documents concernent chaque personne habilitée à engager la personne morale, qu'il s'agisse d'un candidat unique ou d'un groupement d'opérateurs (chaque cotraitant). Le pouvoir sera signé de manière manuscrite ou électroniquement par le délégant (qui donne le pouvoir) et par le délégataire (qui reçoit le pouvoir) qui sera signé électroniquement pour l'attribution ;

² l'attestation de vigilance sociale délivrée par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr>

³ l'attestation de vigilance fiscale depuis leur compte fiscal professionnel accessible depuis le site <https://www.impots.gouv.fr>

- si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à [l'article L 5221-2 du Code du travail](#), doit être fournie. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D 8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- pour tout candidat employant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

7.2.2.2. *Le candidat est établi ou domicilié à l'étranger*

Le cas échéant, il produit les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents du pays d'origine ou d'établissement exigées au titre de l'article 6.3.2.1 du présent document.

Toutefois, si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas un ou plusieurs de ces documents, le candidat transmet une déclaration répondant aux exigences de l'article [R.2343-10](#) du Code de la commande publique.

7.2.3. *Limitation du nombre de candidats autorisés à soumissionner*

En application de l'article [R.2342-10](#) du Code de la commande publique, l'acheteur a décidé de ne pas limiter le nombre de candidats qu'il prévoit d'inviter à soumissionner.

Le pouvoir adjudicateur adresse une lettre de consultation aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature, via le site Internet du profil d'acheteur PLACE. Les documents de la phase « offre » seront accessibles à ces seuls candidats.

Par ailleurs, la diffusion des documents du dossier de consultation (DC) sera limitée aux candidats présentant une candidature conforme aux exigences en termes de chiffre d'affaires, de références et qualifications, de moyens techniques et humains et délivrant l'attestation de confidentialité.

8. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA PHASE OFFRE

La phase offre débute lorsque les candidats invités à participer à la phase offre sont consultés.

Ils recevront alors une invitation à soumissionner avec notamment les documents de consultation nécessaires à la remise des offres en particulier, le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), à condition que l'accord de confidentialité en annexe 3 du présent document soit dûment complété et signé.

Les éléments de cadrage indiqués au présent article sont prévus pour la phase offre. Par ailleurs, le contenu des articles 8.5 et 8.6 ci-dessous a vocation à être intégré dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

Ces éléments seront confirmés lors de l'envoi de la lettre de consultation aux candidats invités à participer à cette phase.

8.1. Examen des offres

Les offres inappropriées sont éliminées.

Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Lorsque la négociation ou le dialogue a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

8.2. Négociation

Participants à la négociation

Conformément aux dispositions du code de la commande publique en ses articles [R2361-8 à R2361-12](#), l'acheteur adresse une lettre de consultation aux opérateurs admis à la négociation à l'issue de la phase « candidature ».

Cette lettre sera accompagnée des documents de la consultation, dont le règlement de la consultation de la phase « offre » qui précisera les modalités de la négociation et la date limite de remise de l'offre initiale.

Remise de l'offre initiale

Les candidats consultés remettent leur première offre répondant aux documents de la consultation avant la date limite fixée par l'acheteur dans le règlement de la consultation de la « phase offre ».

Analyse des offres initiales

L'analyse des offres initiales par l'acheteur pourra faire l'objet de questions écrites adressées aux soumissionnaires préalablement aux négociations.

L'acheteur se réserve néanmoins la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales adressées suite à l'envoi de la lettre de consultation sans négociation si la convenance venait à être atteinte dès ce stade.

Tours de négociation

A ce stade, il est envisagé des négociations individuelles qui se dérouleront en présentiel ou en visioconférence, en deux tours.

L'acheteur se réserve également le droit de retenir l'offre déposée suite au 1^{er} tour de négociation classée 1^{ère} à l'issue de l'évaluation des critères d'attribution sans mener le 2^{ème} tour de négociation.

Les modalités de l'organisation de la visite seront précisées consécutivement à l'envoi de l'invitation à soumissionner.

Durée maximale de chaque tour de négociation : trois heures par opérateur.

A l'issue de chaque tour, chaque soumissionnaire formulera une nouvelle offre.

Un nouveau dépouillement des offres sera réalisé à l'issue de chaque tour conformément aux critères de sélection des offres indiqués au présent document.

Périmètre de la négociation

Les négociations porteront sur le contenu des offres, sur tout point technique, juridique ou financier.

Ces négociations permettront aux soumissionnaires d'améliorer, compléter ou modifier leurs offres dans les limites autorisées par le code de la commande publique.

À cette fin, les soumissionnaires seront invités à faire évoluer leur offre. Les soumissionnaires devront impérativement respecter les prescriptions imparties (délais de réponse, date de réunions, etc.) au cours des négociations. Entre les deux tours, ils seront amenés à présenter une offre modifiée.

Exigences minimales

Les conditions d'exécution du marché figurant dans le CCAP et le CCTP ne pourront être négociées sauf mention contraire. Les critères d'attribution ne seront pas négociables.

En toute hypothèse, chaque point faisant l'objet de négociation doit permettre de répondre aux exigences techniques et opérationnelles de l'acheteur, sans que celles-ci n'aient à être explicitées de manière exhaustive au préalable.

Les négociations seront menées dans des conditions de stricte égalité entre les candidats.

A l'issue du deuxième tour, l'acheteur invitera les soumissionnaires à remettre une offre finale, précisant les modalités de remise, le contenu et la date et l'heure limites de réception.

8.3. Exclusion de la procédure

Est exclu de la procédure tout candidat auquel le RPA ne peut attribuer le contrat au terme de la procédure de passation du présent marché public, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

Le RPA peut légitimement, à tout moment au cours de la procédure de passation du présent marché public, demander à un opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi le RPA de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

8.4. Dispositif e-Attestations

Le RPA est doté d'accès au portail internet [Aprovali](#) (ex-e-Attestations) afin de simplifier et de sécuriser les échanges administratifs obligatoires pendant la durée de vie du marché.

L'utilisation de cette plateforme est totalement gratuite pour les opérateurs économiques et permet d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents administratifs demandés durant la période d'exécution du marché. Certaines données sont directement incrémentées par des tiers producteurs de confiance comme le RNE⁴, les URSSAF et la DGFIP⁵.

Pour cela, les opérateurs économiques doivent au préalable créer un compte puis, compléter les informations et documents manquants.

8.5. Mise au point éventuelle

Le RPA et le futur soumissionnaire retenu pourront procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne pourra avoir pour objet ou effet de modifier des éléments substantiels du présent marché ou de l'offre qui sera remise.

8.6. Critères d'attribution

Deux critères sont prévus pour la phase offre :

1° Valeur technique 70%

2° Montant forfaitaire des travaux 30%.

Les critères d'attribution du marché ainsi que leur pondération détaillée seront précisés dans le règlement de la consultation spécifique à la phase offre.

8.7. Modalités relatives aux prix du marché

8.7.1. Conditions de prix et TVA

Les prix sont révisables, établis selon la forme de prix forfaitaires pour les travaux attendus incluant l'intégralité des dispositions générales et détaillés dans la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).

Le contenu des prix est établi conformément à [l'article 9](#) du CCAG/Travaux.

Le mois zéro (M0) de référence à prendre en compte est le mois de la remise des offres.

⁴ [Registre national des entreprises.](#)

⁵ [Direction générale des Finances publiques.](#)

La révision des prix est effectuée par application au prix du marché de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times \left(0,15 + 0,85 \times \left(0,35 \times \left(\frac{CPF(1)}{CPF(0)} \right) + 0,25 \times \left(\frac{TP02(1)}{TP02(0)} \right) + 0,25 \times \left(\frac{BT47(1)}{BT47(0)} \right) + 0,15 \times \left(\frac{CH(1)}{CH(0)} \right) \right) \right)$$

dans laquelle :

- P1 = prix révisé ;
- P0 = prix fixé dans l'offre du titulaire ;

La formule de révision des prix tient compte des indices lus sur le site Internet de l'INSEE www.insee.fr ci-dessous :

Les indices lus sur le portail Internet www.insee.fr :

- Tuyauterie : Indice CPF – Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 24.10 – Produits sidérurgiques en acier allié – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant [010763880](#) ;
- VRD – génie civil – terrassements – gros œuvre : index TP02 – Index Travaux Publics – Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation – Base 2010 – Identifiant [001710987](#) ;
- électricité – instrumentation – automatisme : index BT47 – Index du bâtiment – BT47 - Électricité – Base 2010 – Identifiant [001710979](#) ;
- chaudronnerie : Indice CH – prix de production de l'industrie française pour le marché français G25B – identifiant [010764324](#) – Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques, chaudronnerie – base 2021.
- I(0) = dernière valeur définitive de l'indice lue et connue au mois M0 ;
- I(1) = dernière valeur définitive de l'indice lue et connue au mois M1, mois d'exécution des travaux ;
- M1 = mois de réalisation des travaux objets de l'acompte mensuel objet de la révision.

Périodicité de révision des prix :

La première révision est appliquée consécutivement à l'ordre de service de démarrage des travaux, puis à compter de cette date, mensuellement, ou à chaque versement d'acompte en cas de demande expresse du titulaire.

Taux de TVA : 20 %

8.7.2. Avance et taux de l'avance

Le versement d'une avance à destination des titulaires sera prévu par les pièces du marché.

L'avance est accordée au titulaire du marché suivant les dispositions de l'article [R.2391-1](#) du Code de la commande publique (CCP).

Conformément à l'article [R.2391-6](#) du CCP, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux de l'avance ci-après définis, et les conditions de son versement initialement définis ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement court à compter de la date d'effet de l'ordre de service de démarrage des travaux du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article [R.2391-7](#) du CCP, et/ou selon le [décret n°2022-1683 du 28/12/2022](#).

Taux de l'avance

En application de l'article [R.2391-4](#) du CCP et selon l'option « A » de [l'article 10.1](#) du CCAG Travaux, le taux de l'avance est de 30 %, sans distinction de catégorie d'entreprise telle que prévue par le [décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008](#).

Ce taux s'applique au montant initial, toutes taxes comprises, il est calculé en tenant compte des

modalités des articles [R.2391-3 et suivants](#) du CCP.

8.8. Clause de réexamen

En application des articles [R.2394-1](#) le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

- lorsque, sous réserve de l'article [R.2194-3](#), des travaux supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial ;
- lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Ces modifications sont matérialisées par avenant et pourront faire l'objet d'un devis préalable du titulaire.

Le montant des modifications ne peut être supérieur à 50% du montant initial du marché public.

Par ailleurs, les documents du marché pourront être modifiés par simple certificat administratif dans les cas suivants :

- lorsqu'intervient un changement des points de contact, des coordonnées des interlocuteurs, de lieux d'exécution et de contrôle ;
- lorsqu'intervient un changement de comptable assignataire et/ou d'imputation budgétaire.

9. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

9.1. Date et heure de réception des candidatures

Les candidatures devront être transmises au plus tard le **mercredi 27 mai 2026 à 16:00 heure de Paris**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

9.2. Conditions de transmission des plis

9.2.1. Dépôt électronique

Seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

9.2.2. Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE

9.2.2.A. Guide utilisateur

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE.

9.2.2.B. *Accusé de réception*

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la PLACE, notamment l'adresse « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

9.2.2.C. *Présentation des dossiers et format des fichiers*

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Nommage des fichiers – dépôt du pli :

Il est demandé au candidat de :

1- Préparer les fichiers qu'il compte transmettre dans son pli en les nommant comme suit :

« 2026_Travaux_Construction_des_infrastructures_pétrolières_du_Dépôt_Essences_Mixte_(DEM)_GILLOT_NomDuCandidat_nom du document »

Exemples :

2026_Travaux_Construction_des_infrastructures_pétrolières_du_Dépôt_Essences_Mixte_(DEM)_GILLOT_NomDuCandidat_DC1 ;

2026_Travaux_Construction_des_infrastructures_pétrolières_du_Dépôt_Essences_Mixte_(DEM)_GILLOT_NomDuCandidat_DC2 ;

2026_Travaux_Construction_des_infrastructures_pétrolières_du_Dépôt_Essences_Mixte_(DEM)_GILLOT_NomDuCandidat_Accord_Confidentialité, ...

2- Compresser ces fichiers de la candidature au sein d'un seul dossier compressé à nommer :

« 2026_Travaux_Construction_des_infrastructures_pétrolières_du_Dépôt_Essences_Mixte_(DEM)_GILLOT_Candidature_NomDuCandidat »

3- Déposer le fichier compressé sur la plateforme PLACE.

9.2.2.D. *Horodatage*

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

9.2.2.E. *Copie de sauvegarde papier / physique électronique*

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures, conformément à l'article [R.2332-14](#) du Code de la commande publique.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article [R.2384-5](#) qui renvoie aux articles [R.2184-12](#) et [R.2184-13](#) du Code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)
Bureau Achats / Section Infrastructures
47, rue Sainte Catherine - CS n°60016 - 54035 Nancy Cedex

9.2.2.F. Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

À cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées ;
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

9.2.2.G. Antivirus

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

9.3. Mode secours de transmission des plis

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours suivante est à utiliser :

- envoi d'un courriel au pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante en indiquant le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et en prouvant par une copie écran ou autre, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE : csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr ;
- lorsque le dysfonctionnement perdure jusqu'à la date limite de remise des candidatures, le pouvoir adjudicateur prolonge la date limite de remise des candidatures (DLRC) sur la PLACE afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement sur la consultation. La durée de prolongation de la DLRC ne pourra excéder 24h, à compter de l'heure de rétablissement de la plate-forme électronique du pouvoir adjudicateur.

9.4. Signature du marché public

La signature électronique est souhaitée prioritairement par l'acheteur.

Le marché public est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (Formulaire ATTR11) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique respecte les exigences prévues à l'article 9.5 « MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE »

A défaut de disposer d'une signature électronique conforme lors de la phase d'attribution, l'attributaire appose la signature originale sur l'ATTR11 et le fait parvenir au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti.

9.5. Modalités de signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

L'ATTR11 retourné in fine par le soumissionnaire (après retour du pouvoir adjudicateur comme mentionner à l'article 9.3 supra) sera signé au format PDF.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieurs sur les documents signés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation – utilisateur entreprise)
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

En application de l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#), le signataire doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature électronique ;
- 2) à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »

La signature doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au [Règlement \(UE\) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014](#) sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

10. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

11. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Les candidats sont tenus de ne pas divulguer à des tiers n'ayant pas le besoin d'en connaître, le contenu de la présente procédure ainsi que celui de leurs plis de candidature puis d'offre durant ou après leur élaboration, jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité du marché. Ils doivent en outre impérativement remettre l'annexe 3 « 1_3_Annexe 3 au RC – Accord de Confidentialité » au présent règlement de la consultation, dûment renseignée et revêtue des signatures requises.

12. CONTENTIEUX

12.1. Voies et délais de recours

1) référé pré contractuel ([article L.551-1 du Code de la Justice Administrative – CJA](#)), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat ;

2) recours pour excès de pouvoir contre la décision de l'acheteur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois ([article R421-1 du CJA](#)) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée ;

3) référé contractuel ([article L.551-13 du CJA](#)) dans un délai de trente-et-un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de six mois à compter de la conclusion du contrat) ;

4) recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction prévu par la décision du [Conseil d'État du 4 avril 2014 Département du Tarn-et-Garonne](#), n°358994) par tout tiers susceptible d'être lésé dans ses intérêts, assorti, le cas échéant, de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion du marché ;

5) Recours indemnitaire ([article R.421-1 et suivants du CJA](#)), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

12.2. Tribunal administratif compétent

Tribunal administratif de La Réunion
27, rue Félix Guyon – CS 61107
97404 Saint-Denis Cedex

Téléphone : 02.62.92.43.60

Messagerie électronique du greffe : greffe.ta-reunion@juradm.fr

Documentation : documentation.ta-reunion@juradm.fr

12.3. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)
47 rue Sainte Catherine, CS 60016 - 54035 Nancy Cedex.

Téléphone : (+33) 03.83.19.33.85

Courriel : valentin.matondo-mouadi@intradef.gouv.fr
csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

13. ANNEXES

- Annexe 1 : DC1, lettre de candidature, désignation du mandataire par ses cotraitants ;
- Annexe 2 : DC2, déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Annexe 3 : Accord de confidentialité ;
- Annexe 4 : formulaire de points de contact.